



Madame Annie Genevard

Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté
alimentaire et de la forêt

*Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté
Alimentaire
78, rue de Varenne
75349 PARIS*

Date : 7 octobre 2024

Objet : Lettre ouverte

LETTRE OUVERTE À LA NOUVELLE MINISTRE... DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

Madame la Ministre, le SNETAP-FSU, syndicat majoritaire dans l'enseignement agricole, prend acte de votre nomination à la tête du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt, sans pour autant être oublieux de la délégitimation manifeste du résultat des élections législatives à laquelle le Président de la République s'est livré, avec comme résultante un gouvernement M.Barnier bénéficiant du soutien sans participation du Rassemblement National.

Lors de votre venue au CSA M du mercredi 25 septembre 2024, quelques jours après votre nomination, vous avez, Madame la Ministre, salué l'ensemble des représentant.es des personnels du MASAF et vous avez dit votre fierté à être à la tête de ce ministère. Vous avez dit votre volonté de discussion, d'écoute. Vous avez fait part de votre intérêt pour relever les défis majeurs que traversent le monde agricole. Vous avez cité ces défis : défis sanitaires et défis du renouvellement des générations d'agriculteur.trices qui partent à la retraite. Et vous pouvez avoir l'assurance de trouver le SNETAP-FSU à vos côtés pour que nos EPLEFPA aient tous les moyens pour y répondre pleinement !

Mais Madame le Ministre, jamais vous n'avez cité les défis environnementaux et la nécessaire transition agroécologique, alors que le monde agricole traversé par des crises profondes est à la fois pour partie responsable et première victime des dérèglements climatiques.

Et pourtant vous ne pouvez pas dans votre position, ignorer cette urgence climatique et environnementale quand tous les plus grand.es chercheur.ses, scientifiques, géographes, agronomes..... au travers de leurs rapports appellent l'ensemble de la société à réduire ses émissions de gaz, à économiser l'eau, à gérer durablement la forêt et les milieux marins. C'est comme cela que nous comprenons en tout cas l'annonce par Monsieur le Premier Ministre d'une conférence nationale de l'eau à venir.

Madame la Ministre est-ce votre proximité avec la FNSEA et les JA dont vous avez repris dans votre discours de passation peu ou prou plusieurs de leurs propos - du slogan répété à l'envie « pas d'interdiction sans solution » à cette promesse « je vais faire en sorte que dans les prochaines semaines, les résultats se voient dans la cour des fermes », cette même « cour des fermes » utilisé lors de la remise « clé en main » fin août de leur projet de loi agricole... - qui vous conduit à ignorer l'urgence écologique ?

Votre nomination semble satisfaire les organisations professionnelles FNSEA, JA et Coordination Rurale et pour cause ! Toutefois, elle inquiète beaucoup d'autres citoyen.nes, paysan.nes défenseur.ses d'une agriculture paysanne.

Alors, oui Madame la Ministre, vos positions sur les questions écologiques en lien avec l'activité agricole (industrialisation de l'agriculture, bien-être animal, gestion durable de l'eau...) et sur les questions socialement vives qui traversent la jeunesse de notre pays (liées aux droits humains, aux migrations, au genre...), jeunesse que nous éduquons et éclairons sont de nature à nous inquiéter.

Madame la Ministre, vous avez dit votre volonté de reprendre le projet de loi d'orientation agricole, ce que le Premier Ministre a confirmé dans le cadre de son discours de politique générale. Le SNETAP-FSU ne peut que soutenir cette volonté tant au regard de la crise agricole qui perdure que de la nécessité pour l'EA de disposer d'un schéma national d'orientation (le précédent schéma étant échu depuis plusieurs années maintenant), afin de répondre pleinement au double défi du renouvellement des générations et de la nécessaire transition écologique. Mais, ce projet d'avenir pour notre agriculture ne saurait se résumer, voire se réduire à des mesures de simplification, et encore moins si celle-ci devait revenir à une liquidation pure et simple des attendus sur le plan environnemental comme de notre sécurité alimentaire, comme certain.es semblent l'exiger.

Vous l'aurez compris, Madame la Ministre, nous attendons donc une clarification de votre ligne alors que les défis climatiques, environnementaux et alimentaires n'ont jamais été aussi forts.

Par ailleurs, même si le SNETAP-FSU a noté, dans le cadre de la passation de pouvoir, bien peu de mots pour l'enseignement agricole et pour toute la communauté éducative... nous tenons à attirer votre attention sans attendre sur le fait qu'en prenant la tête du Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de la Forêt, vous devenez aussi la Ministre de l'Enseignement Agricole Public : l'enseignement public qui aujourd'hui forme très majoritairement les futur.es agriculteur.trices, qui dispose d'exploitations agricoles et ateliers technologiques, de lycées ruraux et périurbains (LEGTA / LPA), de centres de formation pour adultes (CFPPA), de centres d'apprentissage (CFAA). Tous remplissent les missions d'enseignement, de développement, d'expérimentation, d'animation rurale, comme de coopération nationale. C'est bien ce maillage des EPLEPFPA qui seul est à même de pouvoir pleinement et durablement répondre au mur démographique qui se dresse face au monde agricole.

Madame la Ministre, parce que l'enseignement agricole public est le seul vraiment à même de relever les défis de renouvellement de générations et les défis environnementaux, nous attendons de vous qu'il soit soutenu et conforté, lors des débats budgétaires à venir. Nous attendons entre autres le renforcement du plan vétérinaire consistant à former plus de vétérinaires, avec a minima le maintien dans le PLF des 8 postes de vétérinaires comme initialement prévu, et au-delà une véritable planification des moyens pour l'enseignement agricole public.

Par ailleurs, Madame la Ministre, les agent.es de l'Enseignement Agricole Public, qui représentent plus de la moitié des personnels de votre Ministère, veulent vous faire entendre dès maintenant leurs attentes et impatiences à la fois sur les corrections nécessaires des réformes éducatives en cours ou encore sur les statuts, les métiers et les postes de tous les personnels titulaires comme contractuels de l'enseignement technique comme supérieur (revalorisation des salaires, attractivité de nos métiers de l'Éducation, création de postes à la hauteur des besoins et des défis à relever, lutte contre la précarité, inclusion...). Au regard de la situation actuelle, la crise majeure de recrutement que connaît notre système éducatif doit être une de vos priorités.

La FSU première organisation syndicale du Ministère de l'Agriculture, représentée par le SNETAP (pour le secteur de l'enseignement) et le SNUITAM (pour l'administration centrale comme déconcentrée et les opérateurs publics), membres de l'Élan commun, sollicite dès aujourd'hui auprès de vous, Madame la Ministre, un rendez-vous.

Dans l'attente, veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Frédéric Chassagnette
Co-Secrétaire Général

Laurence Dautraix
Co-Secrétaire Générale